



Quel bilan pour le plan Junker ?

24 novembre 2017

Elu le 1er Novembre 2014, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avait pour mesure phare le lancement d'un vaste plan d'investissement destiné à relancer durablement la croissance dans l'Union européenne. Lancé en 2015, ce plan qui porte désormais son nom, avait pour objectif initial de « remettre l'Europe au travail », il se traduisait par une enveloppe de 315 milliards d'euros sur 3 ans.



La troisième année étant sur le point de s'achever, il paraît opportun de jeter un regard sur l'état d'avancement de ce plan et les résultats associés.

Tout d'abord, pour rappel, le plan Junker n'est pas directement financé par les budgets des Etats membres. Une structure spécifique a été créée, « le Fonds européen pour l'investissement stratégique », financée à hauteur de 16 milliards d'euros par le budget de l'Union européenne et à hauteur de 5 milliards par les réserves de la Banque européenne d'investissement. Grâce à l'effet de levier, le fonds doit pouvoir bénéficier d'une enveloppe de prêt à accorder d'une soixantaine de milliards d'euros. Ces prêts, combinés à des financements privés, permettent d'atteindre l'objectif de 315 milliards d'euros d'investissement dans l'économie européenne sur la période 2015-2017.

A son lancement, Jean-Claude Juncker indiquait que les investissements devaient être alloués

prioritairement au numérique, à l'énergie, aux transports, à l'éducation, à la recherche et à l'innovation. Une partie du fonds (75 milliards) était directement dédiée au financement des petites et moyennes entreprises. La Commission européenne annonçait même la création de 1 à 1,3 millions d'emplois et de 300 à 400 milliards d'euros de PIB européen en plus grâce aux investissements réalisés sur les trois ans. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Sur la base des chiffres fournis par Eurostat (hors 2017 non encore disponible), on constate une progression du PIB de l'Union européenne (Grande-Bretagne incluse) de près de 100 milliards de points de base (+0,6%). Soit un tiers de l'objectif initial sans qu'il soit réellement possible d'évaluer la part attribuable au seul plan Juncker. Il en est de même sur le marché de l'emploi.

En revanche ce qui est certain, c'est qu'à l'heure actuelle, sur les 315 milliards d'euros disponibles 251,6 milliards ont été transformés en financement de projets (au 14/11/2017 – soit 80% de l'enveloppe globale). Les principaux pays membres bénéficiaires du plan Juncker sont la France (36,9 milliards d'euros d'investissement), l'Italie (36,7 milliards d'euros d'investissement), l'Espagne (30,8 milliards d'euros d'investissement), l'Allemagne (21,8 milliards d'euros d'investissement) et la Grande Bretagne (19,3 milliards d'euros d'investissement). 60% de l'enveloppe est donc directement alloué au financement de l'économie des principaux pays européens. Ce premier constat est également une des principales critiques du plan Juncker qui n'est pas réalisé en cohérence avec le plan global stratégique d'investissement de l'Union européenne qui vise au développement des pays ayant été récemment intégrés et à l'harmonisation globale des économies des pays de l'Union.

Les investissements à l'intérieur de l'Union européenne sont répartis entre les PME (30% du total des investissements), l'énergie (21%), les réseaux de distribution et les infrastructures (21%), les technologies numériques (11%), les transports (9%), les infrastructures sociales (4%), l'environnement et l'utilisation efficace des ressources (4%). Là encore, une nouvelle critique de ce fonds porte sur son utilisation à des fins de financement d'industrie ne représentant pas forcément l'avenir de l'économie européenne. En effet, le principal poste comporte une part non négligeable d'investissement dans des énergies fossiles (notamment des centrales et des réseaux de distribution de gaz en Italie et en Espagne). Dans le poste transport, la part belle est faite au routier et à l'aérien au détriment du rail et des voies navigables. Enfin, seuls 11% des 251,6 milliards d'euros, soit 28 milliards d'euros sont dédiés au financement de l'industrie numérique qui représente pourtant un vecteur de développement futur.

Il est à noter que la France a su tirer son épingle du jeu puisqu'elle est l'un des principaux bénéficiaires du plan Juncker. 49 projets ont ainsi pu être financés sur le territoire national, et 25 supplémentaires ont été approuvés pour financement. Les projets les plus importants concernent le financement de la construction de 13 000 logements à loyer modéré sur l'ensemble du territoire sur 5 ans, le financement d'un vaste programme de R&D d'ArcelorMittal, des financements de déploiement de la fibre optique dans le Nord-Pas-de-Calais ou en Alsace ou encore l'installation de compteurs électriques « intelligents ».

Pour l'instant le plan Juncker connaît donc un résultat mitigé. Il est en effet difficile de savoir si les investissements qu'il sert à financer auraient tout de même eu lieu sans son existence. Ses impacts sur l'économie et l'emploi peinent encore à être démontrés pleinement,

l'enveloppe totale n'a pas encore été allouée. Cependant les montants déjà engagés et le mode de financement qui repose à 90% sur l'effet de levier et les financements tiers montrent que l'Union européenne demeure une zone attractive pour les investisseurs, les projets d'envergure y voient encore le jour. Reste un effort de communication important à réaliser pour que les citoyens européens prennent conscience que certaines décisions prises au niveau européen peuvent également avoir un impact concret positif dans leur quotidien.

Par Florent Gourlay

Source URL: <http://ceuropeens.org/article/quel-bilan-pour-le-plan-junker>